

MOT DE CIRCONSTANCE DU CHEF DE BUREAU DE SARW A L'OCCASION DE LA TABLE RONDE SUR LES IMPACTS DE LA CRISE FINANCIERE DANS LE SECTEUR MINIER DE LA RDC

Honorables Députés et Sénateurs ;

Excellence Monsieur le Vice-ministre des Mines ;

Excellences Messieurs les Ministres Provinciaux ;

Messieurs les Représentants du Corps Diplomatique et des Organisations Internationales ;

Distingués Invités ;

Je voudrai en premier lieu vous présenter, au nom de l'Observatoire des Ressources Naturelles en Afrique Australe, SARW en sigle, mes remerciements les plus sincères pour avoir accepté de répondre favorablement à notre invitation.

Mes remerciements s'adressent particulièrement au Ministère National des Mines, aux Ministres Provinciaux des Mines du Katanga et du Kasai-Oriental, à l'Inspecteur Général du Travail et au SAESSCAM, d'avoir accepté de participer aux présents travaux et de présenter des exposés en rapport avec le sujet qui nous réuni ce jour.

L'Observatoire des Ressources Naturelles en Afrique Australe, SARW en sigle, est un projet de la Fondation OSISA qui se préoccupe tous les jours en Afrique Australe et particulièrement en RDC sur les questions de la promotion des ressources naturelles qu'il considère comme promoteur du développement économique d'un pays.

La crise financière internationale a frappé aujourd'hui de plein fouet la République Démocratique du Congo (RDC), spécialement dans le secteur minier. Les provinces du Katanga et du Kasai Oriental ont été les plus touchées par la présente crise au regard de l'importance des activités minières dans ces deux provinces. Cette crise n'a pas épargné les autres provinces de la République, car des conséquences sont aussi observées.

Il est reconnu que l'exploitation des minerais est porteuse des devises étrangères importantes, capable de soutenir l'économie nationale, à la seule condition que sa gestion soit rationnelle.

Plusieurs mesures gouvernementales ont été prises par les autorités publiques afin d'atténuer l'impact de la crise en République Démocratique du Congo et plusieurs organisations tant nationales que internationales n'ont cessé de réfléchir sur les conséquences que nous qualifions de catastrophe humanitaire.

Une étude a été publiée par le Ministère Provincial du Katanga ayant en charge les Mines dans ses attributions, montrant l'étendue de la crise financière internationale sur la Province du Katanga. Plusieurs données sont reprises dans cette étude jusqu'à considérer aussi que la révisitation des contrats miniers a contribué à refroidir les instances financières internationales pour le financement des projets miniers en République Démocratique du Congo.

La même crise financière a frappé aussi sévèrement le secteur du diamant où plusieurs projets industriels sont abandonnés et la population vivant de la production du diamant se trouve dans une situation d'extrême pauvreté. La MIBA qui se trouvait déjà dans un contexte très critique, s'est vu sa situation être aggravée.

D'où, plusieurs sources ont révélé la perte de plusieurs emplois, la cessation des activités des milliers des exploitants artisanaux miniers, la fermeture de plusieurs entreprises minières, l'effondrement de l'économie du pays, etc.

Nous sommes tous convaincus que la RDC est la plus perdante dans cette crise car étant, comme on le dit tous les jours, scandaleusement géologique, mais elle n'a pas pu profiter de ses richesses innombrables avant la crise.

Quelles sont les causes de la crise ? Au stade actuel, ce sont les impacts en RDC qui nous intéressent afin de tirer les conséquences pour le futur.

Les exposés que nous allons suivre attentivement, nous donnerons sûrement des leçons afin que la gestion du secteur soit l'objet d'une réévaluation par les autorités publiques afin que des mesures dynamiques soient prises à temps utile. Il faut que l'Etat puisse diversifier les secteurs de production ; on ne doit pas compter uniquement au secteur minier pour notre économie ; Les ressources naturelles diversifiées et sont toutes pourvoyeuses des devises. La politique d'investissement dans les industries extractives doit être de mise. Il y a nécessité maintenant d'exploiter industriellement notre coltan, notre or, notre bois et notre pétrole pour faire fasse à l'économie mondiale et ces caprices.

Nous remercions de nouveau tous les intervenants de ce jour et souhaitons que chacun de nous participe activement aux débats pour qu'à la fin de ces travaux, nos recommandations puissent servir la nation.

Je vous remercie

Georges BOKONDU
Chef de Bureau SARW/RDC